

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1975)
Heft: 301

Artikel: Les "mesures" destinées à rééquilibrer les finances fédérales :
Gribouille
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1028459>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 06.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LES « MESURES » DESTINÉES A RÉÉQUILIBRER LES FINANCES FÉDÉRALES

Gribouille

Le Conseil fédéral prévoit, dans son message, des compressions budgétaires pour 1 milliard et demi et pourtant il envisage de dépenser 200 millions pour relancer, compte tenu de la récession, les branches économiques défaillantes.

Dans le même message, il prive les Cantons de 200 millions de recettes. Or, dans le domaine du bâtiment et du génie civil, ce sont les cantons et les communes qui sont maîtres de l'ouvrage. On voudrait qu'ils accélèrent les travaux, mais on les prive d'un montant équivalent à celui qu'on s'apprête à remettre dans la balance.

C'est contradictoire dans les chiffres mêmes. Gribouille.

Toutes les analyses prouvent que la consomma-

tion intérieure suisse va stagner sous l'effet conjugué de la stabilité démographique et du tassement du pouvoir d'achat. On décide alors une hausse des contributions AVS (non compensée par les allocations de renchérissement puisque cette hausse des cotisations n'est pas prise en considération dans l'indice des prix), ce qui correspond à une diminution du pouvoir d'achat. Et de surcroît, on remet en cause la compensation du renchérissement elle-même pour le personnel fédéral, et mieux encore cette légère surcompensation accordée jusqu'ici au profit des classes les plus modestes.

Par cet exemple administré par la Confédération elle-même, le signal est donné d'une politique déflationniste qui s'attaque non plus au salaire social, mais au salaire lui-même.

Déflation quand stagne la consommation intérieure. Gribouille.

Toute politique d'austérité devrait exiger au moins en équité des sacrifices des privilégiés. Mais si l'augmentation du taux de l'ICHA est prévue dès 1976 à peu près dans les normes

présentées en 1974 et refusées par le peuple et les cantons, en revanche, les déductions sociales sur l'IDN et l'aggravation du taux IDN pour les revenus très aisés et les sociétés sont abandonnés. Le prétexte, c'est qu'il est trop tard, puisque la période fiscale est de deux ans : en réalité, il y a d'autres circonstances où, pour des allégements profitant substantiellement aux gros revenus, on est intervenu en pleine période fiscale.

Austérité donc, mais les privilégiés sont ménagés. Gribouille.

En fait, la Suisse, sous l'effet d'une campagne d'intoxication de la droite, est obnubilée par le déficit du budget fédéral. Ça lui tient lieu de pensée économique. C'est un peu court. Et le Conseil fédéral et le Parlement subissent sans autre cette intimidation.

Le 8 décembre, nous avons soutenu clairement les projets du Conseil fédéral, contre la droite, contre la politique des caisses vides.

Mais cette fois, c'est « non » à la politique gribouille.

ANNEXE A LES DÉSIRS DU VORORT SONT DES ORDRES

Retrouvera-t-on les grandes lignes de la « politique » économique du Conseil fédéral dans les propos tenus à la fin de l'année passée par le président du Vorort, M. Etienne Junod, devant les membres du groupe du commerce et de l'industrie de l'Assemblée fédérale ?

Brossant « une large fresque de la situation économique de la Suisse », M. Junod en venait à la politique conjoncturelle helvétique, et à ce qu'elle devrait être :

« (...) Il faut en effet se rendre à l'évidence : opter pour l'inflation afin de préserver le plein emploi n'est aujourd'hui plus possible comme l'a très justement relevé, récemment, le président de la Banque nationale. Cette politique de la fuite en

avant que les pays industrialisés suivent depuis des années ne peut mener qu'à la stagnation et au chômage dès lors qu'elle ne peut plus s'appuyer sur une demande sans cesse accrue. Les organes directeurs des syndicats le savent, sans doute, mais ne veulent pas encore l'admettre. A l'échelle micro-économique, cependant, au sein des branches et des entreprises touchées par le ralentissement des affaires, la réalité l'emporte sur les illusions et l'adaptation des salaires au renchérissement devient de plus en plus problématique. Conserver sa place de travail est aujourd'hui pour beaucoup, plus important que de toucher des augmentations de salaire immédiatement grignotées par l'inflation. Le primum vivere se substitue à l'euphorie. »

Et plus loin, au chapitre de la politique salariale : « Alors que l'économie voit s'amonceler les nuages à l'horizon et que de nombreuses entre-

prises ne sont plus en mesure d'adapter les salaires au renchérissement, l'Administration fédérale et de nombreux cantons continuent, comme devant, à accorder pleine compensation de renchérissement, truffée au surplus, d'une adaptation rétroactive pour l'année écoulée obéant ainsi encore davantage une situation déficitaire dont l'assainissement ne sera possible qu'au prix d'impôts plus lourds dont l'économie doit faire les frais. Il n'est guère surprenant que la mauvaise humeur fasse tache d'huile dans de nombreuses couches de la population, y compris celles-là même qui sont les plus fervents soutiens de nos institutions et de nos traditions. »

Le Conseil fédéral a bien entendu M. Junod ! Et sur le thème « le peuple l'a voulu, le peuple l'a eu », fallacieuse interprétation des dernières votations sur les finances fédérales, Berne présente aujourd'hui une « politique » de droite, arguant

à la fois de l'urgence de la situation et d'un pré-tendu consensus populaire...

Ce n'est donc pas un hasard si les revendications du Vorort se trouvent aujourd'hui satisfaites dans leur grande majorité par les propositions Chevallaz.

A posteriori s'explique la modération de l'engagement du gouvernement dans la campagne sur les finances fédérales : on voyait sans déplaisir se profiler un veto du peuple et des cantons qui donnerait l'occasion de satisfaire des milieux patronaux qui avaient déjà annoncé la couleur, et une opinion publique portée vers une idéologie de repli nationaliste. Ce même manque de conviction et d'intensité dans la démonstration du bien-fondé des projets gouvernementaux relativise sensiblement toute conclusion basée sur la prétendue révélation, dans le scrutin, d'une volonté populaire quelconque : il eût fallu que l'on joue cartes sur table pour que le souverain se prononce clairement.

Dans ce climat, la course à la dureté sans avenir constructif, la course à une austérité démagogique est lancée, et l'Alliance des indépendants s'est, au début de la semaine, empressée de manifester son approbation devant le train de mesures proposées par Berne : élections fédérales à l'automne et surenchère nationaliste obligent...

Dans cette perspective, pour la gauche, mettre en discussion le problème fiscal, c'est aussitôt préciser qu'est en jeu notre système économique tout entier; c'est, au moment où le patronat refuse de céder tout droit de regard sur le fonctionnement de la machine économique, mettre clairement les détenteurs du pouvoir devant leurs responsabilités.

ANNEXE B LA CONFÉDÉRATION, « MÈRE NOURRICIÈRE » DES CANTONS

Il faut comprendre également les récentes « mesures destinées à rééquilibrer les finances fédérales » proposées par le Conseil fédéral, sous l'angle des rapports financiers Confédération-

Cantons. Le tableau ci-dessous fait le point des contributions fédérales aux budgets cantonaux :

Cantons selon leur force financière	Recettes totales des cantons (par 1000 francs)	Recettes provenant de la Confédération (par 1000 francs)	%
<i>Forts</i>			
Bâle-Ville	1 271 398	125 665	9,9
Genève	1 299 483	136 191	10,4
Zoug	141 042	53 885	38,2
Zurich	2 516 639	467 919	18,6
Bâle-Campagne	556 531	77 586	13,9
Argovie	774 761	156 556	20,2
<i>Total</i>	6 559 854	1 017 802	15,5
<i>Moyennement forts</i>			
Schaffhouse	134 781	22 073	16,3
Glaris	104 021	34 743	33,3
Neuchâtel	335 986	101 294	30,1
Vaud	1 264 962	260 260	20,6
Soleure	362 827	68 520	18,8
Nidwald	77 424	47 904	61,8
Saint-Gall	655 023	187 171	28,5
Berne	1 906 604	483 543	25,3
Thurgovie	315 851	76 442	24,2
Appenzell Rh.-Ext.	71 337	25 260	35,4
Tessin	602 858	201 877	33,4
<i>Total</i>	5 831 674	1 509 087	25,8
<i>Faibles</i>			
Grisons	416 655	176 558	42,4
Uri	177 218	141 247	79,7
Lucerne	534 199	199 435	37,3
Schwyz	189 013	104 423	54,7
Fribourg	413 974	145 159	35,1
Valais	486 229	186 404	38,3
Obwald	48 211	25 740	53,3
Appenzell Rh.-Int.	24 404	9 527	39,0
<i>Total</i>	2 289 903	988 499	43,1
Ressources cantonales	14 681 431	3 515 388	23,9

LA SEMAINE DANS LES KIOSQUES ALÉMANIQUES

Une meilleure tribune pour des syndicats

La presse alémanique a largement commenté les difficultés économiques à prévoir et les mesures proposées par le Conseil fédéral pour rééquilibrer, dans une certaine mesure, les finances de la Confédération. Nous ne nous y arrêtons pas, car la presse romande a, elle aussi, fait largement écho à ces problèmes.

Signalons plutôt une des mutations importantes constatées en ce début d'année dans la presse alémanique. Sept journaux des fédérations syndicales chrétiennes nationales ont fusionné et paraissent dorénavant sous le titre « Aktiv », avec une partie commune et une partie spécifique. Ce journal paraîtra tous les quinze jours; l'éditeur en sera l'Union de presse syndicale (Gewerkschaftlicher Presseverein) avec siège à Berne. Sortiront donc de presse sept éditions particulières pour les fédérations affiliées (l'impression sera assumée par l'imprimerie Konkordia à Winterthour, dont les liens avec les milieux chrétiens sociaux sont étroits).

Le premier numéro de l'édition pour les « métallos », par exemple, comprend douze pages, dont six de l'édition centrale et six de l'édition spécifique.

Le but essentiel du journal « Aktiv » : renseigner, activer et motiver. L'information doit porter avant tout sur les problèmes des travailleurs qui sont négligés ou minimisés par la presse d'information.

— Se non è vero... L'échotier de la « National Zeitung » et du « Badener Zeitung » prétendait, dans l'édition du 11 janvier, qu'un Français, bon connaisseur de notre pays, en aurait donné la définition suivante : « Die deutsche Schweiz — c'est la métropole. Die Romandie — c'est le dominion. Das Tessin — c'est la colonie. Und das Wallis ? Voyons, c'est la Corse... »